

# Le positionnement des partis sur l'échiquier politique québécois

Benoît Collette et François Pétry

## Introduction

La question du positionnement des partis politiques dans l'espace idéologique québécois soulève deux débats. Un important débat, qui dépasse bien sûr le cas québécois, est de savoir jusqu'à quel point la concurrence entre les deux principaux partis, le parti libéral du Québec (PLQ) et le parti québécois (PQ) les a amené à se positionner au centre de l'espace politique (représenté par l'électeur médian) comme le prédit la théorie économique de la démocratie d'Anthony Downs (1957). En voulant trop se positionner au centre de l'échiquier politique québécois, le PLQ et le PQ n'ont-ils pas laissé la place ouverte pour qu'un nouvel aspirant, en l'occurrence l'action démocratique du Québec (ADQ) fasse élire des candidats sur une position à droite de l'échiquier? La même question risque de se poser à propos de Québec solidaire qui semble tirer avantage du « vide » laissé par le PLQ et le PQ à gauche de l'échiquier politique. D'où la question : est-ce que le PLQ et le PQ se positionnent effectivement au centre de l'espace politique? Est-ce que leur positionnement a changé dans le temps? Qu'est-ce que l'entrée de l'ADQ dans la course a changé du point de vue du positionnement du PLQ et du PQ?

Un deuxième débat, qui dépasse le cas québécois lui aussi, est de savoir sur quel clivage exactement les partis se positionnent au Québec et avec quelles conséquences. Les recherches antérieures ont montré que les partis se divisent partout au monde sur le clivage gauche-droite et que c'est le clivage dominant (Budge, Robertson et Hearl 1987, voir également le numéro spécial du volume 26 de *Electoral Studies* 2007 consacré au positionnement des partis sur le clivage gauche-droite). Il ne fait pas de doute que le clivage gauche-droite existe au Québec, mais nous manquerions gravement à notre devoir de chercheur si nous ne parlions pas d'un autre clivage aussi durable et important au Québec probablement plus que le clivage gauche-

droite. Il s'agit du clivage entre la souveraineté du Québec et l'unité canadienne (fédéralisme) qui occupe une place centrale dans les plateformes du PQ et du PLQ (Pétry 2002 et 2006). L'importance de ce clivage tient non seulement à la place centrale qu'il occupe dans les plateformes du PLQ et du PQ et dans la vie politique québécoise, mais aussi au fait qu'il a été le moteur du succès électoral du parti québécois et de son accession au pouvoir en 1976. D'où la question : comment les partis se divisent sur le clivage gauche-droite et sur le clivage souveraineté-fédéralisme? Est ce que l'accentuation du clivage gauche-droite par l'ADQ aux dépens du clivage souveraineté-fédéralisme réussira à mobiliser le soutien du public québécois au même titre que l'accentuation du clivage souveraineté-fédéralisme par le PQ a réussi à mobiliser le soutien du public québécois il y a trente ans?

Un bref rappel de l'évolution du système de partis québécois s'impose. Les historiens et politologues sont d'accord pour faire correspondre le début de la phase actuelle du système des partis au Québec avec le réalignement électoral de 1970, lorsque l'Union nationale essuya une cuisante défaite face au PLQ dont elle ne se remit jamais (Lemieux, Gilbert et Blais 1970; Pinard 1973). L'élection de 1970 fut la première d'une série de trois élections critiques culminant en 1976 avec la victoire du PQ. La défaite du « oui » du référendum de 1980 et l'élection de 1981 signale la fin de la période critique et le début de la phase mature du nouvel alignement bipartisan entre le PLQ et le PQ (Ouellet 1989).

Rappelons que le PQ provenait d'une scission au sein du PLQ. Ça n'était pas la première fois que les déçus du PLQ s'en séparaient pour fonder un nouveau parti concurrent. L'Action libérale nationale, gagnante des élections de 1935 après sa fusion avec l'Union nationale était elle-même le produit d'une scission à l'intérieur du PLQ. Un des aspects du réalignement des années 1970 a été le renouvellement des enjeux politiques par l'ajout, peut-être même la substitution, d'un nouveau clivage durable opposant la souveraineté du Québec à l'unité canadienne (si après clivage souveraineté-fédéralisme) au clivage gauche-droite existant. Le PQ et le PLQ ont participé à des degrés divers à ce processus créatif en renouvelant le débat

sur le rôle du nationalisme québécois. Le positionnement du PQ sur cet enjeu s'est d'abord démarqué radicalement de celui du PLQ; on a ensuite assisté à un phénomène de maturation du clivage entre les deux partis, en particulier après le second référendum sur la souveraineté de 1995. Le clivage souveraineté-fédéralisme en est venu à dominer l'agenda du PLQ et du PQ qui s'est un peu figé depuis les années 1990. L'environnement politique du Québec est devenu moins favorable à la création de nouveaux clivages. Cela n'a pas empêché l'ADQ de tenter de se faire une place dans le paysage politique québécois en grugeant par la droite les soutiens populaires du PQ et du PLQ. La création de l'ADQ par Mario Dumont après son départ du PLQ représente le troisième « réalignement » en autant de générations au Québec. Nous plaçons le terme réalignement entre guillemets car la poussée adéquistique de 2007 a plus reflété un tripartisme de transition qu'un véritable réalignement (Bélanger 2007). Pour parler de réalignement, il faudrait que l'ADQ franchisse la barrière à l'entrée au véritable pouvoir politique en délogeant une fois pour toute soit le PQ soit le PLQ à la faveur d'un nouveau clivage porteur qu'elle exploiterait pour obtenir de façon durable un large soutien populaire. L'ADQ, malgré ses succès parfois spectaculaires, n'a vraiment réussi sur aucun de ces critères.

Dans ce qui suit, nous étudierons d'abord comment les experts positionnent les partis politiques québécois l'un par rapport à l'autre et dans quelle mesure ce positionnement par les experts coïncide avec l'histoire récente du système partisan québécois telle qu'elle vient d'être schématisée. Nous examinerons ensuite le positionnement des partis tel qu'il émerge de l'analyse du contenu de leurs plateformes électorales.

### **Enquête d'experts**

Une première façon de procéder pour positionner les partis dans l'espace consiste à faire des enquêtes par sondage. Les chercheurs ont d'abord utilisé les sondages de masse pour positionner à la fois les partis et les électeurs dans l'espace politique, particulièrement le long de l'axe gauche-droite (Inglehart et Klingemann 1976). Se sont ensuite ajoutés les sondages

d'experts où le soin de positionner les partis dans l'espace est laissé à des politologues plutôt qu'au grand public (Castles et Mair 1984, Huber et Inglehart 1995, Benoit et Laver 2006, Budge 2000, Marks *et al.* 2007).

Les figures 1 et 2 indiquent le positionnement des trois principaux partis politiques québécois le long de l'axe gauche-droite et le long de l'axe souveraineté-fédéralisme selon les résultats d'une enquête par sondage réalisée en mars 2007 auprès de 172 professeurs de science politique dans les universités québécoises et à laquelle 40 personnes (23%) ont répondu<sup>1</sup>. L'échelle s'étend de 1 (gauche) à 20 (droite) sur l'axe gauche-droite et de 1 (souveraineté) à 20 (fédéralisme) sur l'axe souveraineté-fédéralisme. On voit tout d'abord que les experts démarquent de façon claire les trois partis le long de l'axe gauche-droite, avec l'ADQ à droite (16,4 en moyenne, 1,6 d'écart type), le PLQ au centre-droit (12,7 en moyenne, 2,1 d'écart type) et le PQ au centre-gauche (8,5 en moyenne, 2,0 d'écart type). Les intervalles de confiance à 95% autour des scores des partis ne se chevauchent pas de telle sorte qu'on peut affirmer que la distance séparant les partis est statistiquement significative et qu'elle n'est pas due au hasard. À noter que la figure 1 reporte les diagrammes en boîte et moustache, les zones grises délimitent donc l'étendue interquartile, pas l'intervalle de confiance.

Les experts démarquent le PLQ, le PQ et l'ADQ de façon encore plus claire sur l'axe souveraineté-fédéralisme. En effet l'écart entre les scores du PQ (2,6 en moyenne, 1,3 d'écart type) et du PLQ (13,9 en moyenne, 3,2 d'écart type) est de 11,3 points sur un total théoriquement possible de 20 points dans le clivage souveraineté-fédéralisme alors qu'il n'est que de 7,9 points sur 20 dans l'axe gauche-droite. L'ADQ se positionne entre le PQ et le PLQ (8,8 en moyenne, écart type de 2,8) dans l'axe souveraineté-fédéralisme. La distance séparant

---

<sup>1</sup> Pour être inclus un parti devait avoir au moins un député à l'Assemblée nationale au moment de l'enquête. Seuls le PLQ, le PQ et l'ADQ remplissaient le critère. Québec solidaire, qui a fait élire son premier député en 2008, et l'Union nationale, qui n'a pas fait élire de député après 1976 ont été exclus de l'enquête de même que le Parti égalité, qui a fait élire quatre députés en 1989.

les partis sur l'axe souveraineté-fédéralisme est statistiquement significative à 95%. Les experts perçoivent une plus grande distance entre les partis dans l'axe souveraineté-fédéralisme que dans l'axe droite-gauche.

Les experts ont aussi été interrogés à propos de leur perception de l'importance relative accordée à l'axe gauche-droite et à l'axe souveraineté-fédéralisme par chacun des partis sur une échelle de 1 à 20. Les résultats indiquent que le clivage gauche-droite est perçu comme étant plus important pour l'ADQ (15 en moyenne) que pour le PQ (12 en moyenne) et le PLQ (10 en moyenne). Le clivage souveraineté-fédéralisme est perçu quant à lui comme étant nettement plus important pour le PQ (18 en moyenne) et le PLQ (16 en moyenne) que pour l'ADQ (11 en moyenne). La comparaison des données des deux clivages montre que les experts perçoivent le clivage souveraineté-fédéralisme comme étant plus important pour le PQ et le PLQ que le clivage gauche-droite. Par contre, ils perçoivent le clivage gauche-droite comme étant plus important que le clivage souveraineté-fédéralisme pour l'ADQ. Les résultats de l'enquête d'experts suggèrent donc que les partis au Québec se différencient relativement moins et accordent moins d'importance au clivage gauche-droite qu'au clivage souveraineté-fédéralisme. Ces résultats remettent en question le postulat de la primauté de l'axe droite-gauche jusqu'ici largement partagé par la communauté des chercheurs qui s'intéressent au positionnement des partis politiques dans l'espace au niveau national. Plus particulièrement, ils mettent en relief la nécessité d'analyser en détail le positionnement des partis sur l'axe souveraineté-fédéralisme qui est le principal clivage au Québec.

#### Figures 1 et 2

Le sondage d'experts a le désavantage de donner des résultats ponctuels non applicables au passé. Étant donné l'impossibilité de conduire des enquêtes d'experts rétroactives, on doit se contenter de comparer les résultats de 2007 avec ceux d'enquêtes antérieures. Or il n'existe qu'une enquête d'experts antérieure, celle d'Abizadeh et Gray (1992) sur le positionnement

des premiers des provinces canadiennes sur le clivage gauche-droite. Selon cette enquête, René Lévesque a un score deux fois plus à gauche que Robert Bourassa. Il semble que le PQ était perçu comme étant très à gauche du PLQ par les experts il y a vingt ans. Mais on ne peut pas tirer grand-chose au-delà de cette constatation parce que les deux enquêtes ne portent pas sur les mêmes objets (premiers ministres d'une part, partis de l'autre). Par ailleurs, l'enquête de 1992 n'offrait pas de mesure du positionnement des premiers ministres québécois sur le clivage souveraineté-fédéralisme.

Un autre moyen de mesure longitudinale du positionnement des partis consiste à analyser le contenu des plateformes que les partis publient à chaque élection pour en extraire le positionnement des partis sur un ou plusieurs clivages. Plusieurs méthodes de calcul du positionnement des partis d'après le contenu de leurs plateformes ont le désavantage de ne pas offrir la possibilité de produire des intervalles de confiance de telle sorte qu'on ne peut pas établir avec certitude si deux positionnements sont véritablement différents l'un de l'autre ou si ils se distinguent seulement en apparence. Il existe heureusement quelques méthodes pour extraire le positionnement des partis dans l'espace politique à partir du contenu de leurs plateformes électorales qui permettent de calculer l'erreur autour des scores de positionnement, en particulier la méthode Wordscores de Michael Laver, Kenneth Benoit et John Garry (2003) et la méthode Wordfish de Slapin et Proksch (2008). Ces deux méthodes sont toutefois assez complexes à exposer (et à appliquer). Franzmann et Kaiser (2006) ont récemment exposé une méthode simple de positionnement des partis à partir des données de codage du CMP qui permet de calculer des intervalles de confiance (voir Benoit, Laver et Mikhaylov 2009). C'est cette méthode que nous avons choisi d'appliquer dans ce chapitre.

### **Le Comparative Manifesto Project (CMP) et la méthode Franzmann-Kaiser (F-K)**

Comme les sondages d'experts, l'analyse textuelle possède une riche tradition qu'il est inutile de revoir en détail dans ce chapitre (voir Volkens 2001). Plusieurs approches distinctes

existent. Nous avons choisi la plus courante et la mieux établie, c'est-à-dire l'approche qui utilise les données du *Comparative Manifesto Project* (CMP). Le projet, qui se poursuit toujours après trente ans, consiste à analyser le contenu des plateformes électorales des partis dans plus de 50 pays de la planète en mesurant la fréquence d'accentuation de thèmes préétablis correspondant aux grands enjeux politiques. Ces mesures sont ensuite utilisées pour positionner les partis dans leurs espaces politiques nationaux respectifs et pour suivre leur évolution d'une élection à l'autre (Budge *et al.* 2001; Klingemann *et al.* 2006).

L'unité d'analyse, dans le cas du Québec, est le paragraphe, de telle sorte que c'est l'unité de sens qui est mesurée, pas l'unité grammaticale (mot). La méthode de codage des plateformes des partis au Québec est la même que celle qui est suivie par les experts du CMP (voir Volkens 2002). Après une formation donnée par le chercheur, deux assistants codent séparément un échantillon d'engagements de plateformes et remplissent une fiche à partir de laquelle la fiabilité du codage initial est évaluée. Les déviations avec le codage « correct » (connue du chercheur) sont identifiées et après délibération collective sous la direction du chercheur, les assistants procèdent à autant de codages successifs qu'il est nécessaire pour arriver à une corrélation quasi parfaite entre eux.

Jusqu'à maintenant la grille du CMP a été appliquée avant tout à des entités nationales. Peu d'efforts ont été investis dans le codage des plateformes électorales d'entités sous-nationales, comme les provinces canadiennes. Dans le cadre fédéral canadien, avec la séparation des compétences, les provinces ont un champ d'action relativement limité. Cela ne va pas sans conséquence pour l'utilisation de la grille de codage CMP. En pratique, un nombre substantiel de catégories ne sont pas utilisées, parce qu'elles font référence à des compétences qui ne sont pas du ressort du Québec. Par ailleurs, il a fallu ajouter deux nouvelles catégories pour traiter d'enjeux spécifiques qui ne cadraient pas avec les catégories CMP existantes : défense de la langue française (609) et relations fédérales-provinciales (306), ce qui inclut, mais ne se

résume pas à, des références à la souveraineté du Québec. Le tableau 1 montre les cinq catégories les plus utilisées pour chaque parti au Québec pendant la période 1976-2008.

#### Tableau 1 ici

Les catégories infrastructure et technologie (411) et éducation (506) se retrouvent dans le top cinq de chaque parti. Sans surprise, ces catégories correspondent à des responsabilités importantes pour les provinces canadiennes, à l'instar de l'État-providence (504), qui couvre la santé et les services sociaux. Les baisses de taxes (incitatifs économiques 402), de même que l'efficacité gouvernementale (303) sont des thèmes chers à l'ADQ et au PLQ. L'environnement (501) et les relations fédérales-provinciales (306) sont davantage accentués par le PQ.

Pour mesurer le positionnement des partis politiques, la mesure de référence demeure l'échelle gauche-droite « universelle » du CMP, appelée RILE (*right-left*). Cette échelle, couramment utilisée un peu partout dans le monde, est construite à partir d'un nombre fixe de catégories et ces catégories ne varient pas d'un pays à l'autre (voir Klingemann *et al.* 2006,163). Cela risque de poser problème au Québec parce que, comme nous venons de le voir, les catégories de codage CMP ne coïncident pas forcément avec la réalité politique sur place. Mais le problème majeur n'est pas là. Le problème majeur qui se pose au Québec c'est que le clivage gauche-droite n'est pas le seul clivage, ni même le plus important si on en croit le narratif historique exposé en introduction et l'enquête d'experts. Le clivage gauche-droite vient en deuxième derrière le clivage souveraineté-fédéralisme. Or nous ne savons pas si les enjeux du clivage souveraineté-fédéralisme coïncident ou non aux catégories CMP. Avec son cadre d'analyse rigide basé sur l'idée de la primauté du clivage gauche-droite, la méthode de codage CMP risque de ne pas bien convenir pour rendre compte du clivage gauche-droite mais aussi, et surtout, pour rendre compte du clivage souveraineté-fédéralisme.



Néanmoins, il existe une façon de contourner cet obstacle. La méthode Franzmann-Kaiser (Franzmann et Kaiser 2006), F-K dorénavant, permet de construire n'importe quel clivage adapté en théorie à tout système partisan (gauche-droite ou autre) à partir des catégories de codage CMP. Pour faire comprendre la méthode, nous allons en détailler chacune des étapes.

Le système de codage CMP contient deux types difficilement conciliables de catégories de codage des enjeux : les catégories dites positionnelles (*position categories*) sur lesquelles les partis prennent des positions opposées (par exemple en faveur ou contre l'accroissement de l'État providence) et des catégories consensuelles (*valence categories*) sur lesquelles les partis prennent la même position (par exemple en faveur de protéger l'environnement). La première étape de la méthode F-K consiste à éliminer les catégories consensuelles pour ne garder que les catégories positionnelles qui sont les seules utiles pour distinguer les partis sur le plan idéologique. Les catégories positionnelles sont identifiées en faisant une série de régressions linéaires, une pour chacune des catégories. La fréquence de mention de chaque catégorie pour le parti de référence est la variable dépendante; les variables indépendantes sont les fréquences pour les autres partis. Le PQ est la variable référence et les résultats ont été validés par une seconde régression avec l'ADQ comme référence. On obtient deux coefficients de régression par catégorie. Ces coefficients sont disponibles auprès des auteurs sur demande. Ils indiquent dans quelle mesure le parti de référence se différencie suffisamment des autres pour qu'on puisse déclarer que la catégorie en question est bien une catégorie positionnelle. Si la distance entre le parti de référence et les autres partis dans une catégorie n'est pas statistiquement significative, cette catégorie est déclarée consensuelle et elle est exclue de l'analyse. Le critère pour inclure un parti dans l'analyse est le même que le critère d'inclusion de l'enquête d'experts. Seuls le PLQ, le PQ et l'ADQ satisfont ce critère.

Les catégories positionnelles sont celles avec des coefficients de régression statistiquement significatifs sur l'ensemble des élections, soit de 1976 à 2008. Dans la deuxième étape de la procédure F-K, ces catégories servent à élaborer des clivages propres à la réalité québécoise.

Chaque clivage a deux côtés opposés, un côté étant constitué de catégories avec des coefficients de régression négatifs, l'autre étant constitué de catégories avec des coefficients positifs. Ainsi, une catégorie sera classée à gauche si les coefficients des autres partis sont négatifs. Cela signifie que cette catégorie est davantage utilisée par le parti québécois, étiqueté à gauche, et que la différence par rapport aux autres partis n'est pas le fruit du hasard. Inversement, une catégorie dont les coefficients sont positifs sera classée à droite. Il en va de même pour l'axe souveraineté-fédéralisme, avec des coefficients négatifs associés au pôle souveraineté et des coefficients positifs associés au pôle fédéralisme. Dans cette étude, les catégories 502 (culture), 503 (justice sociale), 504 (État providence) et 705 (groupes désavantagés) sont classées à gauche du clivage gauche-droite. Les catégories 201 (liberté), 202 (démocratie), 401 (libre entreprise), 414 (lutte au déficit) et 605 (loi et ordre) sont classées à droite. Fait à noter, on retrouve ces catégories dans l'échelle universelle du CMP, l'échelle RILE, même si les critères de sélection sont différents (Klingemann et al. 2006 : 163). Les catégories positionnelles non classées dans le clivage gauche-droite sont classées dans le clivage souveraineté-fédéralisme de la façon suivante: 106 (paix), 302 (centralisation politique), 306 (intérêts du Québec) et 609 (défense de la langue française) sont classées du côté de la souveraineté; 301 (décentralisation politique), 303 (efficacité administrative), 409 (demandes keynesiennes) et 607 (multiculturalisme) sont classées du côté du fédéralisme.

Une fois les composantes d'un clivage identifiées, la dernière étape consiste à calculer le score de chaque parti dans ce clivage à chaque élection successive. Le graphique de la figure 3 trace le score de chaque parti pour le clivage gauche-droite. Il y a une remarquable stabilité du positionnement du PQ et du PLQ entre 1976 et 2008. Le PLQ se positionne près du centre, avec une moyenne de 4,5 sur 10 (écart type de 1,0) et le PQ au centre-gauche, avec une moyenne de 3,6 (écart-type de 0,4). Les intervalles de confiance du PLQ et du PQ (non reportés) se chevauchent à toutes les élections, sauf celles de 1985 et 1998, ce qui signifie qu'il est statistiquement impossible de distinguer les positions des deux partis, en dépit de la petite taille des intervalles. L'ADQ, avec une moyenne de 8,5 et un écart type de 0,42, a un

positionnement remarquablement stable elle aussi. L'ADQ se démarque clairement des deux autres partis en se campant résolument à droite de l'échelle gauche-droite. Les intervalles de confiance de l'ADQ ne chevauchent ceux du PLQ et du PQ dans aucune élection.

Les résultats d'analyse des données CMP par la méthode F-K sont en contradiction partielle avec ceux de l'enquête d'experts. La méthode F-K ordonne bien les partis de droit à gauche de la même manière que l'enquête d'experts, mais elle diverge très sensiblement dans la mesure de la distance séparant chaque parti sur l'axe droite-gauche : il y a une grande distance séparant l'ADQ du PQ et du PLQ sur l'axe gauche-droite alors que le PLQ et le PQ sont indistincts l'un de l'autre statistiquement parlant. Par contre dans l'enquête d'experts, le PLQ, le PQ et l'ADQ sont statistiquement distincts. À noter que l'enquête d'experts date de 2007. Or, 2007 est l'élection où précisément les intervalles de confiance autour des plateformes du PLQ et du PQ se chevauchent mutuellement de sorte qu'on ne peut pas distinguer ces deux partis statistiquement. Ces résultats divergents soulèvent la question : quelle méthode est la plus valide? La méthode F-K qui ne fait pas de distinction entre le PLQ et le PQ sur l'axe gauche-droite? Ou bien les experts qui distinguent franchement le PLQ et le PQ sur ce même axe? Nous répondrons à cette question en conclusion. Mais auparavant, il convient d'examiner les résultats de la méthode F-K avec les données CMP dans le clivage souveraineté-fédéralisme.

Les résultats sont reportés à la figure 4. La méthode CMP revue par F-K donne les résultats suivants : il y a une grande stabilité dans le positionnement des partis dans le temps. Le plus surprenant toutefois est le peu de distance séparant les trois partis. Les plateformes du PLQ, du PQ et de l'ADQ ne se distinguent statistiquement pas l'une de l'autre sauf à trois occasions où les intervalles de confiance ne se chevauchent pas : le PQ et le PLQ sont statistiquement distincts en 1998 et le PQ se distingue de l'ADQ en 1994 et en 1998. Ceci est en contradiction avec les résultats de l'enquête d'experts. Rappelons que selon les experts, il y a une forte distance séparant les partis dans le clivage souveraineté-fédéralisme, plus forte que la distance

séparant les partis dans le clivage gauche-droite. Or selon les résultats de la méthode F-K, en 2007 le PQ et le PLQ sont virtuellement sur la même position. Encore une fois nous posons la question : quelle est la méthode correcte? La méthode F-K qui ne fait pas de distinction entre les partis statistiquement parlant sur l'axe souveraineté-fédéralisme gauche-droite? Ou bien les experts qui distinguent les trois partis encore plus nettement sur cet axe que sur l'axe gauche-droite?

Figures 3 et 4 ici

## **Conclusion**

Il existe un fort décalage entre les résultats de l'enquête d'experts et ceux de la méthode F-K appliquée aux données CMP tant sur l'axe gauche-droite que sur l'axe souveraineté-fédéralisme. Même si les deux méthodes rangent les partis dans le même ordre sur l'axe gauche-droite, avec l'ADQ à droite, le PLQ au centre et le PQ à gauche, les experts estiment que la distance séparant le PQ et le PLQ est aussi forte que la distance séparant le PLQ de l'ADQ sur cet axe. Or la distance séparant le PLQ du PQ disparaît dans le sens statistique du terme dans les résultats de la méthode F-K sur les données CMP. À tel point que la méthode F-K positionne le PQ à droite du PLQ en 2007 soit au même moment que l'enquête d'experts. Sur l'axe souveraineté-fédéralisme, les experts estiment qu'une distance sensible sépare les trois partis (cette distance étant encore plus importante que dans l'axe gauche droite). Là encore, la méthode F-K semble ranger les partis dans le même ordre que l'enquête d'experts, Mais la distance séparant les trois partis disparaît dans les résultats de la méthode F-K, au point qu'il est impossible de distinguer statistiquement l'ADQ du PLQ. Quant au PQ, il se distingue bien du PLQ et de l'ADQ mais pas toujours suffisamment pour qu'on puisse écarter l'effet du hasard.

Comment expliquer un tel décalage? Selon une première explication, en admettant que la méthode F-K et l'enquête d'experts sont toutes les deux également fiables et valides, le décalage viendrait du fait que les données analysées par chaque méthode sont différentes et non comparables. La méthode F-K analyse des données tirées exclusivement des plateformes électorales des partis, l'enquête d'experts analyse des perceptions basées sur un ensemble beaucoup plus large de discours et d'actions des partis dans différentes arènes politiques (Assemblée nationale, gouvernement, médias) et pas seulement pendant les élections. L'explication postule que les actions des partis sur lesquelles les experts se basent pour évaluer leur positions sont décalées par rapport à leur discours électoral à la base de la méthode F-K. Or, ce postulat manque de plausibilité car on sait que les partis ont tendance à tenir leurs promesses électorales au Québec (voir le chapitre xxx dans ce volume). La deuxième explication serait que la méthode F-K se trompe dans l'estimation du positionnement des partis dans l'espace à la fois sur l'axe gauche droite et sur l'axe souveraineté-fédéralisme. Concernant l'axe gauche-droite, il y a plusieurs analyses critiques de la méthode CMP démontrant que l'application du modèle RILE est trop rigide pour tenir compte des particularités politiques de nombreux pays (Benoit et Laver 2007). Les travaux antérieurs de Benoit et Laver ont montré que les échelles construites à partir de composantes fixes et prédéfinies sont mal calibrées pour rendre compte du positionnement des partis sur l'axe gauche-droite dans de nombreux États-nations. Notre analyse montre que l'argument est également valable dans un système politique au niveau provincial comme le Québec, dont les particularités ont tendance à être ignorées par la méthode RILE. L'argument de l'inadéquation de la méthode RILE au Québec pour rendre compte du positionnement des partis sur l'axe gauche-droite est encore plus valide en ce qui concerne le positionnement des partis sur l'axe souveraineté-fédéralisme, un axe unique au Québec que les catégories RILE ne peuvent pas accommoder dans l'état actuel des choses, même quand on ajoute deux catégories additionnelles (défense de la langue française et relations fédérales-provinciales).

Nos résultats comportent deux implications de recherche immédiates. La première est de porter notre effort sur les méthodes d'analyse textuelles qui traitent les mots comme des unités d'analyse sans préjuger du sens à leur donner. Le programme Wordscores développé par Michael Laver et ses collègues (Laver, Benoit et Garry 2003) nous semble extrêmement prometteur pour progresser dans ce genre d'analyse (voir Collette et Pétry, à paraître). La recommandation d'utiliser Worsdscores n'implique pas nécessairement de laisser tomber la méthode CMP car elle a trop d'avantages à son actif pour qu'on l'abandonne purement et simplement. Nous préconisons plutôt une mise à jour dans le codage des plateformes des partis québécois pour le rendre applicable aux réalités politiques du Québec.

Quoiqu'il en soit, les résultats de l'analyse textuelle des plateformes électorales des partis par la méthode F-K suggère que l'entrée de l'ADQ dans le paysage politique québécois n'a pas changé grand-chose dans le positionnement du PLQ et du PQ tant dans le clivage gauche-droite que dans le clivage souveraineté-fédéralisme. L'apparition de l'ADQ a tout de même fait évoluer le système partisan québécois. En s'identifiant d'abord comme un parti de droite et non par rapport au clivage souveraineté-fédéralisme qui dominait le système politique québécois depuis les années 1970, l'ADQ a permis à la dimension gauche-droite de s'exprimer de façon claire et identifiable. Mais le clivage gauche-droite n'a pas réussi à s'imposer auprès du public québécois avec autant de succès que le clivage souveraineté-fédéralisme introduit lors du réalignement des années 1960-70. La greffe n'a pas pris jusqu'ici probablement en partie parce que le clivage gauche-droite n'est pas un clivage neuf susceptible de mobiliser le public québécois au même titre que l'idée de la souveraineté.

## Bibliographie

- Abizadeh, Sohrab, et John A Gray. 1992. Politics and provincial government spending in Canada. *Canadian Public Administration* 35, no. 4: 519-533.
- Bélanger, Éric. 2007. Un tripartisme de transition. *Policy Options* 28 no. 4: 69-73.
- Benoit, Kenneth, et Michael Laver. 2006. *Party Policy in Modern Democracies*. New York: Routledge.
- . 2007. Estimating party policy positions: Comparing expert surveys and hand-coded content analysis. *Electoral Studies* 26, no. 1: 90-107.
- Benoit, Kenneth, Michael Laver, et Slava Mikhaylov. 2009. Treating Words as Data with Error: Uncertainty in Text Statements of Policy Positions. *American Journal of Political Science* 53, no. 2: 495-513.
- Budge, Ian, David Robertson et Derek Hearl. 1987. Ideology, Strategy and Party Change. Spatial Analyses of Post-War Election Programmes in 19 Democracies. Cambridge: Cambridge University Press.
- Budge, I., H. -D Klingemann, A. Volkens, J. Bara, et E. Tanenbaum. 2001. *Mapping Policy Preferences. Estimates for Parties, Electors, and Governments 1945-1998*. Oxford: Oxford University Press.
- Budge, Ian. 2000. Expert Judgements of Party Policy Positions: Uses and Limitations in Political Research. *European Journal of Political Research* 37 no 1: 103-113.
- Castles, Francis G, et Peter Mair. 1984. Left-Right Political Scales: Some 'Expert' Judgments. *European Journal of Political Research* 12, no. 1: 73-88.
- Collette, Benoît, et François Pétry. À paraître. Comparing the Position of Canadian Political Parties Using French and English Manifestos as Textual Data. Dans *From Text to Political Positions: State-of-the-art Approaches to Estimating Party Positions*, éd. Bertie Kaal, Isa Maks, et Annemarie van Elfrinkhof. John Benjamins Publications. Amsterdam.

- Downs, Anthony. 1957. *An Economic Theory of Democracy*. New York: Harper.
- Franzmann, Simon, et Andre Kaiser. 2006. Locating Political Parties in Policy Space: A Reanalysis of Party Manifesto Data. *Party Politics* 12, no. 2: 163-188.
- Huber, John D, et Ronald Inglehart. 1995. Expert Interpretations of Party Space and Party Locations in 42 Societies. *Party Politics* 1, no. 1: 73-111.
- Inglehart, Ronald, et H. -D Klingemann. 1976. Party Identification, Ideological Preference and the Left-Right Dimension among Western Mass Publics. Dans *Party Identification and Beyond: Representations of Voting and Party Competition*, éd. Ian Budge, Ivor Crewe, et Dennis J Farlie, 243-273. New York: Wiley & Sons.
- Klingemann, H. -D, A. Volkens, J. Bara, I. Budge, et Michael D McDonald. 2006. *Mapping Policy Preferences II: Estimates for Parties, Electors, and Governments in Eastern Europe, European Union and OECD 1990-2003*. Oxford: Oxford University Press.
- Laver, Michael, Kenneth Benoit, et John Garry. 2003. Extracting Policy Positions from Political Texts Using Words as Data. *The American Political Science Review* 97, no. 2: 311-331.
- Lemieux, Vincent, Marcel Gilbert, et André Blais. 1970. *Une élection de réaligement : l'élection générale du 29 avril 1970 au Québec*. Éditions du Jour. Montréal.
- Marks, Gary, Liesbet Hooghe, Marco R Steenbergen, et Ryan Bakker. 2007. Crossvalidating Data on Party Positioning on European Integration. *Electoral Studies* 26, no. 1: 23-38.
- Ouellet, Francine. 1989. Générations et changements dans le système de partis : le cas du Québec. Dans *Générations et politique*, éd. Jean Crête et Pierre Favre. Économica. Paris, 165-189.
- Pétry, François. 2002. La réalisation des engagements du parti québécois : Analyse d'ensemble. Dans , éd. François Pétry. Presses de l'Université Laval. Québec : 182-194.



———. 2006. Comparaison chiffrée des plateformes électorales. Dans *Le parti libéral. Enquête sur les réalisations du gouvernement Charest*, éd. François Pétry, Éric Bélanger, et Louis M Imbeau. Québec: Presses de l'Université Laval : 67-81.

Pinard, Maurice. 1973. The Ongoing Political Realignment in Quebec. Dans *Quebec Society and Politics: Views from the Inside*, éd. D. Thompsom. McLelland and Stewart. Toronto.

Slapin, Jonathan B, et Sven-Oliver Proksch. 2008. A Scaling Model for Estimating Time-Series Party Positions from Texts. *American Journal of Political Science* 52, no. 3: 705-722.

Volkens, Andrea. 2001. Manifesto Research since 1979: From Reliability to Validity. Dans *Estimating the Party Position of Political Actors*, éd. Michael Laver, 33-49. New York: Routledge.

———. 2002. *Manifesto Coding Instructions (Second Revised Edition)*. Berlin: Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung gGmbH (WZB).

Figure 1. Positions des partis dans le clivage gauche-droite selon les experts

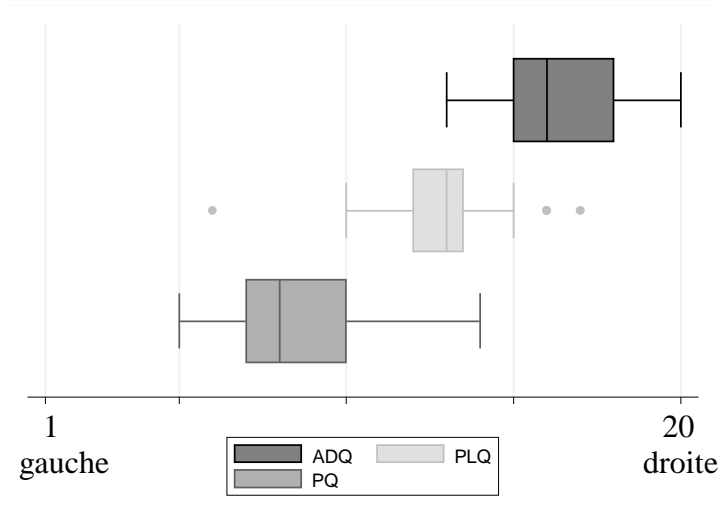


Figure 2. Positions des partis dans le clivage souveraineté-fédéralisme selon les experts

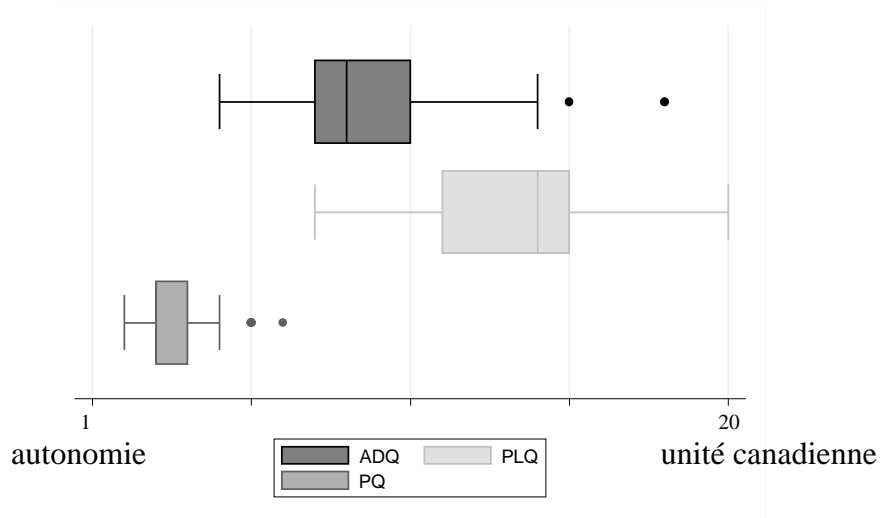


Tableau 1 : Catégories CMP les plus fréquentes par parti politique au Québec, 1976-2008

ADQ		PLQ		PQ	
Catégories	%	Catégories	%	Catégories	%
Effizienz gouvernementale	8,7	Infrastructure et technologie	9,4	État-providence	10,4
Éducation	7,4	Éducation	9,1	<i>Relations fédérales-provinciales</i>	8,6
Incitatifs économiques	7	État-providence	8,6	Infrastructure et technologie	8,1
<i>Décentralisation</i>	6,9	Incitatifs économiques	8,4	Éducation	7,9
Infrastructure et technologie	6,2	Effizienz gouvernementale	7,4	<i>Environnement</i>	6,3

Figure 3 : Positionnement des partis dans le clivage gauche-droite selon la méthode Franzmann-Kaiser, 1976-2008

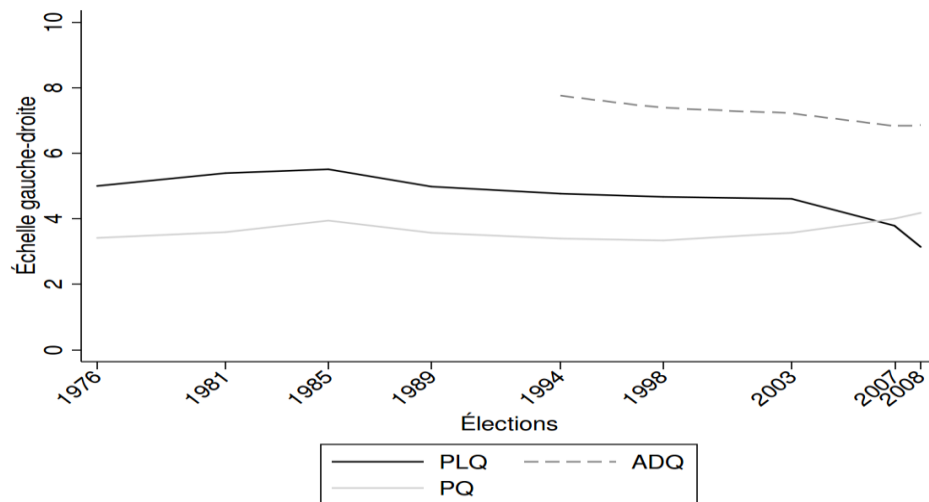
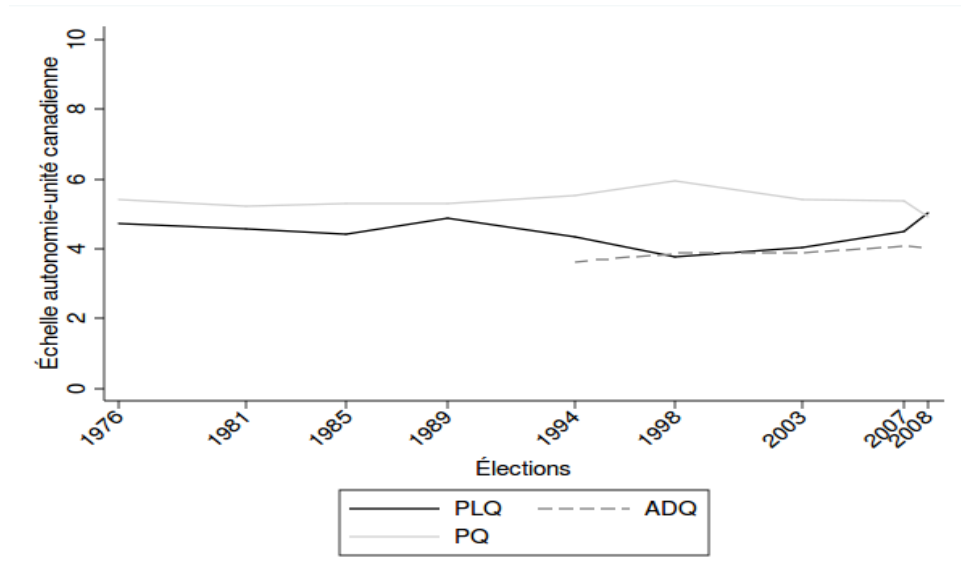


Figure 4 : Positionnement des partis dans le clivage souveraineté-fédéralisme selon la méthode Franzmann-Kaiser, 1976-2008



## Annexe : description des catégories du CMP

### 106 : Paix

La paix comme objectif général; déclarations en faveur de la paix et de moyens pacifiques de résoudre des crises; désir des pays de joindre des négociations avec des pays hostiles.

### 201 : Liberté et droits humains

Mentions favorables de l'importance des libertés individuelles et des droits civiques; liberté par rapport au contrôle bureaucratique; liberté de parole; liberté face à la coercition dans les sphères politique et économique; individualisme.

### 202 : Démocratie

Mentions favorables de la démocratie comme moyen ou objectif à tous les niveaux; implication des citoyens dans la prise de décision et appui général à la démocratie.

### 302 : Centralisation

Opposition à la prise de décision politique aux niveaux politiques inférieurs; appui à davantage de centralisation dans les processus politiques et administratifs.

### 306 : Relations fédérales-provinciales

Mentions favorables du respect des compétences provinciales; souveraineté du Québec.

### 401 : Libre entreprise

Mentions favorables de la libre entreprise capitaliste; supériorité de l'entreprise individuelle sur les systèmes étatiques; mentions favorables des droits de propriété privée, de l'entreprise et de l'initiative personnelle; besoin d'entreprises individuelles sans entraves.

### 409 : Gestion keynésienne de la demande

Mentions favorables d'une politique économique orientée sur la demande; politique économique axée sur l'atténuation des récessions ou de l'augmentation de la demande privée par l'augmentation de la demande publique ou l'augmentation des dépenses sociales.

### 414 : Orthodoxie économique

Besoin d'une orthodoxie économique traditionnelle : réduction des déficits budgétaires, coupures en temps de crise, épargne, appui aux institutions économiques traditionnelles comme les marchés boursiers et le système bancaire, appui à une devise forte.

#### 502 : Culture

Besoin de fournir des infrastructures de culture et de loisirs incluant les arts et le sport; besoin d'investir de l'argent dans les musées, les galeries d'art, etc.; besoin d'encourager des loisirs utiles et les médias de masse.

#### 503 : Justice sociale

Concept d'égalité; besoin d'un traitement juste pour tout le monde; protection spéciale pour les sous-privilegiés; besoin d'une distribution juste des ressources; abatement des barrières de classe; fin de la discrimination raciale, sexuelle, etc.

#### 504 : Expansion de l'État-providence

Mentions favorables du besoin d'introduire, de maintenir ou d'étendre un service social; appui aux services sociaux comme la santé ou le logement social.

#### 605 : Loi et ordre

Application de toutes les lois; actions contre le crime; appui et davantage de ressources pour les policiers; attitude plus dure en court; importance de la sécurité intérieure.

#### 607 : Multiculturalisme (positif)

Mentions favorables de la diversité culturelle, du communautarisme, de la pluralité culturelle; préservation de l'autonomie des héritages religieux et linguistiques dans le pays incluant des mesures particulières en éducation.

#### 609 : Défense de la langue française

Mentions favorables des mesures de protection de la langue françaises et des droits des minorités francophones; respect du français comme langue officielle.

#### 705 : Groupes minoritaires défavorisés

Références favorables à des minorités défavorisées qui ne sont pas définies en termes économiques ou démographiques, par exemple les handicapés, les homosexuels, les immigrants, etc.